Geneviève Fioraso: "Nous serions fous de nous priver du projet Iter"

Hier, la ministre de la Recherche a profité de l'inauguration du siège pour affirmer avec force le soutien du gouvernement

l était temps. Hier matin, les 493 patins antisismiques chargés d'assurer la stabilité du tokamak en cas de séisme ont accueilli leurs ultimes visiteurs. Dans moins de trois semaines, un lourd coffrage com-mencera à recouvrir les lieux, et le coulage du radier supérieur plongera la zone dans une interminable pénombre. Il était donc temps, pour un membre du gouvernement français, de plonger dans les entrailles du fu-tur réacteur. Et, hier matin, Geneviève Fioraso n'a pas boudé son plaisir. La ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche n'a pas obtenu ce portefeuille par hasard, et chacune de ses interventions l'a dé-montré. A ses côtés, Gunther Oettinger, commissaire euro-péen à l'énergie, a, lui aussi joué, les inspecteurs des tra-vaux (bien) avancés. Visite sym-bolique d'un chantier qui concrétise la participation finan-cière directe de l'Union européenne, via les contrats passés par l'agence domestique Fusion

For Energy.

Même si, sur ce sujet, c'est Bernard Bigot qui n'a pas hésité à (re)monter au créneau pour répondre aux nombreuses interrogations liées au coût du projet. Hier, l'administrateur général du CEA s'est exprimé au titre de Haut représentant pour l'accueil en France du projet Iter (HRFI) pour rappeler qu'un "plafond de 6,6 milliards a été fixé par l'Union européenne". Un programme de financement pluriannuel sera donc validé en février par l'UE afin de mettre en place un cadre budgétaire stable pour les 7 prochaines années. Et chacun n'a pas manqué de rappeler que si ce cadre a pu voir le jour, c'est grâce à la "politique de maîtrise des coûts mis en place par l'organisation internationale." Là aussi, il était temps. Au lancement du projet, le budget global avait été estimé



à un peu moins de 5 milliards d'euros. Aujourd'hui, les 6,6 milliards européens ne représentent que 45% de la somme totale. Ce qui porte donc le coût à 14,6 milliards. Même s'il reste très compliqué d'évaluer la participation des autres nations membres, qui se fait en nature avec des coûts de fabrication (main-d'œuvre et matières premières) variant fortement d'un pays à l'autre.

Enfin, et surtout, serait-on tenté de dire, il était temps que la politique rejoigne la science. Car au-delà des problèmes budgétaires et calendaires, et avant de débattre sur la partie nucléaire, Iter est d'abord un projet de recherche. Et Geneviève Fioraso a tenu à le rappeler. "L'enjeu d'Iter est triple: il est sociétal, scientifique et technologique. Parce que la demande d'énergie, au niveau mondial, ne cesse de croître: elle augmentera d'un tiers d'ici 2035. Et nous avons là l'occasion de produire une énergie propre et fiable... Donc oui, nous partons à la conquête du soleil (Ndlr, la réaction de fusion se produir naturellement au cœur du soleil). Mais nous gar-

dons bien les pieds sur terre! Nous avions besoin d'être rassurés; aujourd'hui, nous le sommes. Et nous allons tous pouvoir pleinement profiter de ce levier économique, en termes d'emploi. Mais également un levier pour le progrès de l'humanité, sans doute comparable à la conquête de l'espace!" D'où les mots d'Osamu Motojima, le directeur général d'Îter Organization: "Aujourd'hui, la fusion n'est plus seulement un rêve. C'est en train de devenir une réalité!" Et il était temps.

Damien FROSSARE

Gunther Oettinger, commissaire européen à l'énergie: "Les projets comme Iter sont essentiels. Leader des défis scientifiques et énergétiques, le plus grand projet de collaboration au monde est une étape indispensable vers une énergie durable, propre et sûre. Nous devons encourager la recherche et le développement de ce type d'énergies."

d'énergies."

Geneviève Fioraso, ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche: "Produire une énergie décarbonée, qui ne dépend pas de matériaux rares et qui produit peu de déchets... c'est quelque chose de formidable! Nous serions fous de nous en priver! Aujourd'hui, je représente un gouvernement qui parle d'une même voix à ce sujet. Et même si certains membres, à l'image de cécile Duflot, gardent leur sensibilité au sein de leur parti, tout le monde est solidaire des choix du gouvernement pour soutenir le projet de recherche Iter. Les choses sont donc très claires!"

LA MANIFESTATION DES ANTI-NUCLÉAIRES

Europe Ecologie sans Michèle Rivasi



Les militants contre le projet Iter sont restés une heure dans le froid, devant le site du CEA Cadarache. / PHOTO J.-P.

Si le soleil dardait fortement ses rayons sur Cadarache hier midi, le mistral en revanche balayait le Val de Durance de toute sa froideur. Un contraste qui n'a nullement altéré les convictions de la cinquantaine d'écologistes hostiles au projet Iter, venus manifester leur opposition sous les couleurs des Verts et d'Europe Écolo-

leurs des Verts et d'Europe Écologie. Si Sébastien Barles, conseiller municipal marseillais et porte-parole régional d'Europe-Écologie était présent, tout comme le conseiller régional Christian Desplats, la députée européenne Michèle Rivasi, un temps invitée à l'inauguration du siège d'Iter Organization — puis "désinvitée" en

" Iter, c'est une chimère qui s'arrêtera un jour! Mais dans combien de milliards ?"

C. DESPLAT (EUROPE ECOLOGIE)

raison de son opposition à Iter—
n'était pas là, retenue à Strasbourg au Parlement européen. "Nous effectuons une action symbolique pour rappeler qu'Iter est une chimère scientifique et un gouffre financier, explique Sébastien Barles. Nous demandons donc un moratoire au gouvernement car ce projet aux retombées économiques plutôt faibles pour la région ne génère que peu d'emplois."

Jean-Pierre TISSIER

VEOLIA ENVIRONNEMENT, CONTRIBUTEUR DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE ET DES TERRITOIRES

En France, Veolia réinjecte

96%

de ses recettes dans l'économie et **investit 1,1 milliard** d'euros par an.



Veolia recrute



4000 personnes sont embauchées en CDI par Veolia chaque année dont 27 % de jeunes. Veolia est un des 5 premiers employeurs en France, présent dans toutes les régions, et assurant des emplois non délocalisables.



veolia.fr